



PROPRIÉTÉ DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
QUÉBEC.

CHAPITRE 66

CHAPTER 66

Loi modifiant la charte de la cité de Québec An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Sanctionnée le 26 juin 1963]

[Assented to 26th June 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Emprunts
autorisés.

1. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) \$500,000 pour le parachèvement des travaux d'élargissement du chemin Sainte-Foy, entre la rue Chouinard et la rue de l'Alverne;

b) \$300,000 pour la canalisation de la rivière du Moulin, du boulevard Sainte-Anne jusqu'au fleuve Saint-Laurent.

1. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow the following sums:

a. \$500,000 to complete the work of widening Ste. Foy road, between Chouinard street and de l'Alverne street;

b. \$300,000 for the canalization of Du Moulin river, from Ste. Anne boulevard to the St. Lawrence river.

Émission
d'obliga-
tions.

2. Pour les fins ci-dessus, la cité pourra émettre, par règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Ces obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

2. For the above purposes, the city, by by-law of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than forty years. Such bonds may also be issued with a sinking-fund.

Emprunt pour plan, etc. d'usine de filtration.

3. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter la somme de \$200,000 pour la préparation complète des plans et devis d'une usine de filtration.

Émission d'obligations.

4. Pour les fins prévues à l'article 3, la cité pourra émettre, par règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas vingt ans. Ces obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

Construction dans zones réservées.

5. Nonobstant les restrictions contenues à l'article 30, paragraphe 19 de la loi 2 George V, chapitre 55, la cité est autorisée à permettre l'érection et l'exploitation d'édifices destinés à servir de bureaux d'affaires et d'établissements commerciaux, exclusion faite cependant des commerces de gros et détail, sur le chemin Sainte-Foy, dans le secteur compris entre les avenues Holland et Chouinard.

Exploitations autorisées.

La cité peut permettre, aux conditions qu'elle détermine et réglementer, l'exploitation de cafétarias et autres services essentiels à l'usage des personnes ayant un emploi dans l'édifice où ils sont situés.

1949, c. 72, a. 20, rempl.

6. La loi 13 George VI, chapitre 72, est modifiée en remplaçant l'article 20 par le suivant:

Prêts autorisés.

"20. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, la cité est autorisée à consentir, avec le surplus de la vente des usines de Saint-Malo, des prêts à des industriels canadiens ou à des corporations légalement constituées au Canada, pour l'acquisition de terrains, la construction d'immeubles, l'achat de machineries, équipements ou accessoires nécessaires à l'établissement d'industries dans la cité, le tout aux conditions qu'elle jugera à propos.

Approbation requise.

L'exercice de tels pouvoirs sera soumis à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, du ministre des

3. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow the sum of \$200,000 for the preparation of complete plans and specifications for a filtration plant.

Loan for plans, etc., for filtration plant.

4. For the purposes contemplated in section 3, the city, by by-law of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than twenty years. Such bonds may also be issued with a sinking-fund.

Bond issue.

5. Notwithstanding the restrictions contained in paragraph 19 of section 3 of the act 2 George V, chapter 55, the city is authorized to permit the construction and operation of buildings to be used for business offices and commercial establishments but not for wholesale or retail trade, on Ste. Foy road in the sector between Holland and Chouinard avenues.

Building in restricted zones.

The city may permit, on such conditions as it may determine, and regulate the operation of cafeterias and other essential services for the use of the persons employed in the building where such cafeterias are located.

Services authorized.

6. The act 13 George VI, chapter 72, is amended by replacing section 20 by the following:

1949, c. 72, s. 20, replaced.

"20. Notwithstanding any general law or special act, the city is authorized to grant, out of the surplus proceeds accruing from the sale of the Saint-Malo Shops, loans to Canadian manufacturers or to corporations legally incorporated in Canada, for the purchase of lands, the erection of buildings, the purchase of machinery, equipment or accessories necessary to the establishment of industries in the city, the whole on such conditions as it may deem expedient.

Loans authorized.

The exercise of such powers shall be subject to previous approval by the Quebec Municipal Commission, the Min-

Approval.

affaires municipales et du ministre de l'industrie et du commerce.

Pré-
séance.

Tout prêt consenti par la cité aura préséance sur tout autre charge ou privilège sur les terrains et les bâtisses, sauf en ce qui concerne les droits de la province et ceux résultant de prêts hypothécaires enregistrés à une date antérieure."

1939, c.
95, a. 336,
mod.

Matériaux
à em-
ployer,
etc.

7. L'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié en remplaçant le paragraphe 42, par le suivant:

"42. Pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvrages n'ayant pas la résistance exigée et prévoir leur démolition; prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, la hauteur et les autres dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiments, les projets de changements de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, à un officier désigné à cette fin, et à obtenir de celui-ci un permis de construction ou un certificat d'approbation; empêcher ou suspendre l'érection de construction ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâti-

ister of Municipal Affairs and the Minister of Industry and Commerce.

Any loan granted by the city shall have precedence over any other charge or privilege on the lands and buildings, except as to what concerns the rights of the Province and those resulting from loans on mortgage registered at an earlier date."

Prece-
dence.

7. Section 336 of the act 19 George V, chapter 95, is amended by replacing paragraph 42 by the following paragraph:

1939, c.
95, s. 336,
am.

"42. To regulate the materials to be used in building and the manner of assembling the same; to prohibit any work not of the prescribed strength and provide for its demolition; to prescribe salubrious conditions and the depth of cellars and basements and the use to be made thereof; to classify, for purposes of regulation, dwellings, commercial establishments, industrial establishments and all other immovables, including public buildings; to regulate the places where each category of the aforesaid structures may be situated; to divide the municipality into zones of such number, shape and area as the council deems suitable for the purpose of such regulation and, with respect to each of such zones, to prescribe the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures which may be erected therein, the use of any immovable located therein, the area and dimensions of lots, the proportion thereof which may be occupied by structures, the space which must be left clear between structures and the lines of lots, the space which, on such lots, must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space; to compel proprietors to submit previously the plans for the construction, reconstruction or alteration of or additions to buildings and projects for changes of the destination or use of an immovable or for the moving of a building, to an officer designated for such purpose and to obtain from the latter a building permit or certificate of approval; to prevent or suspend the erection of structures or the carrying out of works or the use of buildings not in conformity with the by-laws

Building
materials,
etc.

ments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention de ces règlements."

and to order the demolition, if necessary, of any structure erected in contravention of such by-laws."

Cession
autorisée.

8. La cité est autorisée à céder, sur résolution du conseil, les immeubles occupés par l'Hôpital Civique, à une corporation chargée d'exploiter et d'administrer cet hôpital comme hôpital public. La cité peut aussi voter annuellement des subsides à cette institution.

8. The city is authorized to convey, upon resolution of its council, the immoveables occupied by the Civic Hospital, to a corporation charged to operate and manage such hospital as a public hospital. The city may also vote annual grants to such institution.

Convey-
ance au-
thorized.

Corpora-
tion cons-
tituée,
etc.

Cette corporation est constituée par la présente loi sous le nom de "La Corporation de l'Hôpital Civique de Québec" et son siège social est situé à Québec. Le maire, deux échevins désignés par le conseil, le médecin municipal et le trésorier de la cité font partie *ex officio* du Conseil d'administration de la corporation. Ses pouvoirs et devoirs sont ceux résultant des lois de cette province. La corporation ne peut utiliser ses revenus à d'autres fins que celles de maintenir et d'opérer un hôpital civique à Québec et chaque année elle sera tenue de fournir à la cité un état détaillé de ses opérations. La corporation cessant ses activités, tous ses biens redeviendront la propriété de la cité.

This corporation is constituted by the present act under the name of "The Quebec Civic Hospital Corporation" and its corporate seat is situated in Quebec. The mayor, two aldermen designated by the council, the municipal physician and the treasurer of the city shall be *ex officio* members of the board of management of the corporation. Its powers and duties are those resulting from the laws of this province. The corporation shall not use its revenue for other purposes than those of maintaining and operating a civic hospital in Quebec and it shall furnish the city each year with a detailed statement of its operations. Should the corporation cease to operate, all its property shall revert to the ownership of the city.

Corpora-
tion con-
stituted,
etc.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Le conseil d'administration de la corporation, ses règlements et son administration doivent être conformes à la Loi des hôpitaux et aux règlements prévus par cette loi.

The board of management of the corporation, its by-laws and administration must be in accordance with the Hospitals Act and the regulations thereby provided for.

Provisions
to apply.

Bâtiments
propriété
de la cité.

9. Tous les bâtiments érigés dans le territoire connu comme étant le Parc Victoria et faisant partie du lot 4 du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame-des-Anges sont la propriété de la cité.

9. All the constructions erected on the territory known as Victoria Park and forming part of lot 4 on the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-Anges, are the property of the city.

Construc-
tions city
property.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.